



PAIX CONTESTÉE AU DARFOUR Le Conseil de Sécurité à Khartoum

L'accueil enthousiaste fait tant par la communauté internationale que par la majorité de la presse à l'accord de paix au Darfour, signé par le rebelle Minni Minawi, est rejeté, dans l'agitation et la violence, par les malheureux affamés des camps de déplacés, ainsi que par des étudiants darfouris, tentant de manifester à Khartoum : cet accord n'apporte pas aux civils de force internationale qui les protège (*Voir Accord de paix du Darfour p.2*).

Abdel Wahab el Nur, le chef légitimement élu de l'Armée de Libération du Soudan (ALS), un Four, ethnique la plus importante du Darfour (30 à 35%), a refusé de signer cet accord, négocié *in fine* entre l'Union Africaine (AU), les Occidentaux et Khartoum ; intimidations et chantage, curieuse méthode de médiation, n'y ont rien fait. Pour signer, il exige trois conditions. Les janjawid ne doivent pas être désarmés par leur maître, le gouvernement soudanais –les armes janjawid pourraient être cachées quelques jours dans les immensités du Darfour. Les grotesques trente millions de dollars d'indemnisation aux victimes de la guerre doivent être augmentés et de meilleures garanties apportées aux Darfouris tentant de retourner dans leurs villages, souvent habités par d'autres. Plus de sièges doivent être attribués dans les parlements régionaux aux rebelles, afin que les tribus arabes -dont sont tirés les janjawid exclus des pourparlers- soient incluses dans le processus de paix pour le rendre plus fiable.

Le seul rebelle signataire est Minni, un Zaghawa, ethnique qui forme au plus 8% de la population du Darfour et qui est elle-même partagée entre l'ALS et le Mouvement pour la Justice et l'Égalité non signataire. Ce dernier réclame, avec ou sans bonne foi, un Darfour autonome. Minni, ex-Secrétaire Général autoproclamé de l'ALS, avait pris le pouvoir à la suite du vote d'une minorité Zaghawa détrônant Abd el Wahab, qui lui, est soutenu en-dehors de sa tribu. Minni est plus puissant militairement. Pour les NU, Abd el Wahab est le méchant, il doit se fier à la communauté internationale pour protéger le Darfour de la mauvaise foi de Khartoum, alors que le gouvernement soudanais a promis à sept reprises de désarmer les janjawid, sans le faire et sans sanctions onusiennes. De plus, depuis la signature de l'accord, les janjawid attaquent

les troupes de l'Union Africaine et les villageois, même au Tchad. Les ALS, faction Minni, attaquent les ALS, faction Abd el Wahab. On se bat sur la frontière tchadienne.

Certes Abd el Wahab manque d'expérience, il a changé d'avis, agaçant des négociateurs qui devaient s'adresser à trois chefs rebelles divergents. On dit que le sous-secrétaire d'État américain Zoellick est responsable de l'accord, qu'il a voulu soutenir les Zaghawa car ils appuient leur « frère », le Président tchadien Déby menacé. Abd el Wahab a fait appel à une médiation des NU.

Le Président Béchir avait menacé les casques bleus de jihad s'ils venaient remplacer les troupes de l'Union Africaine au Darfour. Le Président égyptien Moubarak, qui n'était pas venu au Soudan depuis sa tentative d'assassinat par des Égyptiens entraînés au Soudan en 1995, s'y est rendu pour moins de 24 heures peu après. Serait-il venu dire à Béchir sa désapprobation pour cet avertissement ? Quoi qu'il en soit le Soudan n'a plus parlé jihad. Il n'a avalisé qu'une mission d'évaluation pour un transfert de mission de l'Union Africaine aux NU, transfert que tant l'Union Africaine que la Ligue Arabe approuvent. Alors que nous mettons sous presse, le Conseil de Sécurité se déplace à Khartoum, contrairement à ses habitudes, pour persuader le gouvernement soudanais que le rôle d'une force onusienne serait d'assister les parties à mettre en œuvre l'accord de paix du Darfour, pour obtenir la coopération des rebelles non signataires à cet effet et suivre le processus de paix au Sud.

Usama ben Laden appelle désormais à une guerre sainte destinée à défendre le Darfour contre les Sionistes/ Croisés, projet que Khartoum récuse.

Sous la houlette des Églises, les habitants de cinq États du Sud-Soudan ont célébré leur réconciliation. Les bureaux politiques du Congrès National et du Mouvement de Libération du Peuple Soudanais (MLPS) se sont rencontrés pour accommoder leurs désaccords. Sans effet. (*Voir Politique Intérieure*). Seule éventuelle décision, les élections auraient lieu avant la date prévue, en janvier 2007, bien que la commission des listes électorales ne se soit pas encore réunie. Peu de jours après, Salva a lancé une pré campagne électorale, convoquant Nordistes et Sudistes à une manifestation de son parti, le MLPS, qui réunit une nombreuse assistance.

ACCORD DE PAIX DU DARFOUR (Résumé)

(Avec ce texte, confus et incomplet, si seul Minni Minawi signe, a-t-il tous les postes réservés aux rebelles ? Les forces de l'UA ont des responsabilités qui dépassent leurs possibilités. En-dehors des camps, rien n'est prévu pour la protection des civils. Les janjawid continueront à sévir et les rebelles se batront entre eux).

Partage du pouvoir

Les rebelles obtiennent un poste de *Senior assistant* du Président de la République, choisi par lui dans une liste de quatre noms, soumise par l'ALS et le MJE (*Combien chacun ?*). Quatrième personnage de l'État, il conseillera le Président sur tous les points relatifs au Darfour. (*Ce dernier sera tenu de l'écouter, non de lui obéir*). Le *Senior assistant* présidera la fort importante Autorité Régionale de Transition (TDRA) au Darfour (*mais les pouvoirs de son Président ne sont pas spécifiés*). Le TDRA « au sein duquel les rebelles seront effectivement représentés » (*le plus souvent sans plus de détails*), coordonnera la mise en œuvre de la paix, la restauration de la sécurité, le retour des réfugiés et déplacés et ouvrira les commissions et fonds spécialisés, les Commissions de Réhabilitation et Retour qui travailleront avec les NU, de la Terre, de la mise en œuvre de la Sécurité, de la Paix et Réconciliation et des Compensations. Le *Senior assistant* soumettra, après consultation, au Président de la République des candidats pour diriger les Commissions. (*Il n'est pas dit que Béchir doive les accepter*). Une mission d'évaluation jointe déterminera les besoins de reconstruction et de développement du Darfour.

Une série de postes dans diverses institutions sera attribuée au *Senior assistant* et à des délégués rebelles. (*De quelle rébellion ?*). Leur nombre ne menacera en rien la suprématie du Congrès National, le parti du Président.

Comme prévu par la constitution, dans trois ans auront lieu des élections sous supervision internationale. Qui les gagnera gouvernera le Darfour. Un référendum aura lieu un an après pour décider si le Darfour doit continuer à être divisé en trois États fédérés, ou n'en former qu'un. En attendant un gouverneur d'État sera un ex-rebelle ainsi que les deux autres vices gouverneurs d'État (*appartenant à quel Mouvement ?*).

Partage des richesses

Les responsabilités fiscales resteront dans les mains des gouvernorats. Khartoum devra verser 300 millions de dollars au Darfour la première année puis 200 millions les deux années suivantes pour la Reconstruction et le Développement auquel un Fond spécial sera attribué et dont le chef fera partie du TDRA. Khartoum devra verser aussi 30 millions de dollars de compensations aux personnes ayant subi des dommages. (*Le seul total des déplacés/ réfugiés s'élève à 2 800 000, en ajoutant les autres personnes lésées, cela fait moins de 10 dollars par tête pour reconstruire les maisons, acheter le bétail, purifier les puits etc.*). Une commission de Compensation se composera de personnes nommées par les parties et de membres des communautés affectées, chefs tribaux, etc. (*Qui choisira ces derniers ?*).

Historique

Lors des négociations l'Armée de Libération du Soudan, (ALS) était représentée par deux hommes, Abd el Wahab el Nur et Minni Minawi. Le chef du Mouvement pour la Justice et l'Égalité est Khalil Ibrahim.

Salva Kiir qui avait proposé ses bons offices fut écarté. Un premier texte de projet d'accord mentionnait le désarmement des janjawid, sans citer de date limite, parlait de protection des civils, sans préciser qui en est chargé et ne disait pas combien de rebelles seraient acceptés dans les forces armées soudanaises. Il était rédigé en anglais et en français. Les rebelles, protestèrent, beaucoup d'entre eux ne connaissaient, à part leur langue maternelle, que l'arabe, la langue officielle du Soudan et n'eurent que deux jours pour lire le texte arabe, en peser chaque mot et en percevoir tous les manques. Les rebelles refusant tous de signer, le sous-secrétaire d'État américain Zoellick et la ministre britannique Hilary Benn arrivèrent à Abuja. Ils obtinrent des concessions pour les rebelles qui reçurent une lettre de Bush.

Sous une pression diplomatique plus qu'intense, le nouveau texte fut proposé aux rebelles. Seul Minni Minawi signa. Les Four sont beaucoup plus nombreux, mais les Zaghawa, donc Minni, ont

Cette Commission mettra au point les principes (*Qui se chargera de leur application ?*). Les droits tribaux à la terre seront respectés. Deux commissions, l'une fédérale, l'autre fédérée, de la Terre seront établies. (*La planification de l'utilisation de la terre sera décidée par les gouvernements du Darfour*). Des Comités de Réclamation de Propriété s'occuperont de toutes les disputes de propriété. (*La loi décidera qui en est membre*) etc.

L'accord engage la communauté internationale à tenir une conférence de donateurs qui promette des fonds additionnels. Un processus (*pas décrit*) surveillera le flot d'argent de Khartoum au Darfour.

Sécurité

Une commission et des sous-commissions de cessez-le-feu seront créées. Des représentants de l'Union Européenne, des Etats-Unis et des Nations Unies serviront d'observateurs soutenant les forces AMIS de l'Union Africaine. Les violations seront publiées et « les auteurs recommandés pour punitions ». Est créée aussi une Unité de Surveillance et Facilitation qui surveillera l'humanitaire et le respect des droits de l'homme.

Les Forces armées soudanaises et les Forces rebelles auront leurs zones séparées par des zones tampons ; les Forces de Défense Populaire seront réduites (*de combien ? mais non désarmées*). Le gouvernement soudanais sera responsable des janjawid (*qui n'existaient pas pour lui!*) ; il les cantonnera, leur retirera leurs armes lourdes et leurs véhicules ; leur désarmement sera achevé mi-octobre. (*Garderont-ils leurs armes légères ?*). AMIS vérifiera. (*Comment vérifiera-t-elle que les armes ne sont pas enterrées dans le désert en attendant la fin du contrôle ?*).

Des Zones démilitarisées seront établies autour des camps de déplacés et sur les routes de fournitures humanitaires. La sécurité des camps sera assurée par AMIS (*mais les jugements si besoin est, par le gouvernement. Tout autre problème de sécurité des civils relève du gouvernement soudanais, le grand criminel*) il n'est pas prévu que le rôle de l'UA en matière de sécurité puisse être repris par les N.U.

Parmi les forces rebelles, 4000 hommes seront intégrés dans l'armée, (dont un nombre important parmi les officiers), 1000, dans la police et 3000 suivront une formation (*offerte par le gouvernement*) pour aider à la reconstruction et au développement.

Dialogue et conférence Darfour-Darfour (DDDC)

Cette institution servira de mécanisme consultatif qui donnera son avis sur les matières non contenues dans cet accord, concernant les relations entre Darfouris, en recherchant l'entente générale. (*Elle n'a aucun pouvoir pour faire appliquer ses décisions*).

beaucoup plus de soldats. C'est pourquoi toutes les dépêches d'agence les appellent, à tort, « la principale faction rebelle ». Selon *International Crisis Group*, Minni accepta parce qu'il avait appris que, faute de quoi, l'armée et les milices soudanaises lanceraient une très importante offensive contre lui ; d'autre part le nouvel accord de paix prévoit l'inclusion de nombreux rebelles dans l'armée, et comme il a plus de soldats, cela l'intéressa. Le monde presque entier se félicite de ce piètre résultat. Les partis d'opposition de Mahdi et de Tourabi dirent en substance que rien n'est fait tant que tous n'ont pas signé. Sur ce, le porte-parole de Minni déplora qu'il ait signé sous une trop forte pression : on l'aurait empêché de dormir et de contacter ses conseillers. Personne n'y prêta attention.

Abd el Wahab résista aux pressions de toutes sortes. Khalil Ibrahim fut moins sollicité : son mouvement est très petit.

Situation humanitaire : de mal en pis

Cinq handicaps à la veille de la saison des pluies et de la soudure

D'après Le Figaro 18 05, interview Egeland

Argent

Les donateurs se lassent, ce qui avait réduit les rations de moitié. Les cinq premiers mois de 2006, le PAM n'a reçu que 42,6% de ses besoins. Grâce à une aide récente, ils devraient être satisfaits à 84% de juin à septembre.

Insécurité

Quatorze mille travailleurs humanitaires essaient d'aider plus de trois millions de personnes.

L'insécurité est leur problème essentiel. Tous les jours ils ont des incidents, embuscades, enlèvements, harcèlement, vol de matériel. Ils tiennent encore. Plus de 700 000 personnes n'ont pas accès à l'aide humanitaire, faute de sécurité, selon des agences onusiennes. Une femme se bat dans un hôpital parisien pour sauver son bras blessé lors d'une attaque. L'armée soudanaise peint ses véhicules en blanc comme l'UA, ce qui pousse les rebelles à les attaquer.

Action gouvernementale

Les officiels locaux bloquent les livraisons de fuel et le mouvement des travailleurs humanitaires est restreint. De manière générale il y a un vrai cauchemar administratif avec des problèmes sans fin pour obtenir permis de séjour et visas.

Le pays

Cinq semaines sont nécessaires pour rejoindre en camion el Geneina depuis Port-Soudan. Il est très difficile de trouver de l'eau. On est parfois bloqué un jour par une tempête de sable. Arrivé, il faut supporter 40° à l'ombre, les insectes sont innombrables.

La guerre s'étend

Une crise s'est développée en connexion avec le conflit du Darfour qui inclut maintenant le Tchad de l'Est et la République Centrafricaine.

(Jan Egeland, secrétaire adjoint des NU pour les affaires humanitaires, s'était vu interdire l'accès au Soudan par Khartoum après que les NU aient émis l'intention de remplacer l'UA au Darfour. Vivement admonesté par la communauté internationale, le gouvernement soudanais déclara qu'il s'agissait de le protéger de la fureur des foules contre l'intrusion onusienne et l'a finalement autorisé à venir. Dans un camp du Darfour il fut pris à partie et on dut l'extraire. La cause était différente, le mécontentement des déplacés pour l'accord de paix. A qui le crime profite-t-il ? VS)

TCHAD

Point de vue d'International Crisis Group

La crise tchadienne s'inscrit dans un triple contexte, une crise fiscale, due au détournement systématique des revenus de l'État, une radicalisation des oppositions liée à la succession du Président Déby, la guerre du Darfour devenue transnationale à cause de l'implication des Zaghawa, l'ethnie du Président. Dès le printemps 2004, les rebelles tchadiens ont trouvé un soutien soudanais pour les cantonnements, l'armement et le financement quand ils acceptaient de faire le coup de feu contre les rebelles darfouris. Déby s'est associé en grande pompe en janvier 2006, aux chefs Zaghawa du soulèvement darfouris, Minni Minawi et Khalil Ibrahim, qui n'avaient pas de projet darfouris et ont tenté d'empêcher la signature d'un accord au Soudan quand le gouvernement soudanais et la faction ALS d'Abd el Wahab étaient disposés à aller de l'avant. A N'djamena, sauver les Zaghawa est loin des préoccupations de la population dont ils ne forment que 2%.

Malgré, au Tchad, des conjonctions d'intérêts, des liens personnels, des affaires plus privées, la France ne veut pas se voir impliquée dans un conflit entre Tchad et Soudan. Elle était mécontente des accords de janvier 2006 car elle faisait tout pour protéger le Tchad de la contagion du Darfour. C'est dans cet esprit que lors de l'attaque de N'djamena venue du Darfour via la frontière centrafricaine, son armée a joué un rôle essentiel par ses renseignements et son appui logistique, sauvant la mise à Déby (01 06).

Usama ben Laden remplace Béchir pour appeler au jihad contre les NU au Darfour

Près de 18 mois après la signature du traité de paix avec le Sud, bien tardivement, dans une cassette audio diffusée par la chaîne al Jazira et attribuée à Usama ben Laden, il décrit ce traité « *L'État ottoman fut divisé en dizaines de pays... La Grande-Bretagne sépara le Soudan de l'Égypte [voilà qui plaira aux Soudanais !] et retourna au Soudan pour essayer de séparer son Sud. Elle forma une armée avec les gens du Sud, la soutint... et lui ordonna de demander la sécession, puis les Etats-Unis aidèrent cette armée grâce à ses outils internationaux tels les Nations unies et exerça des pressions sur le gouvernement du Soudan pour qu'il signe un accord injuste qui autorise le Sud à s'en aller...* »

Ce n'est plus Béchir qui parle de jihad au Darfour contre les NU, mais Usama. « *Peu satisfaite de toutes ces intrigues et tous ces crimes, l'Amérique avança pour susciter plus de combats. Une des régions de combats les plus sérieux est le Soudan occidental où quelques différends parmi les tribus furent utilisés pour fomentier une guerre féroce qui consume tout sur son chemin en préparation de l'envoi de forces croisées pour occuper la région et voler son pétrole [sic] sous couvert de maintenir la sécurité. C'est une guerre continue Sioniste/Croisée contre les musulmans.*

J'appelle les Moudjahidin au Soudan et dans les pays environnants, y compris la péninsule arabique, à se préparer pour combattre une longue guerre contre les Croisés voleurs au Soudan occidental. Notre but est clair, défendre l'Islam, son peuple et sa terre et non défendre le gouvernement de Khartoum quoiqu'il puisse y avoir des intérêts communs entre nous. Nos différends sont grands. Qu'il suffise de dire qu'il n'a pas appliqué la charia et qu'il a abandonné le Sud.

Je presse les Moudjahidin d'apprendre à connaître le territoire et les tribus du Darfour et des lieux environnants... Quand on connaît un territoire on peut le conquérir... La saison des pluies peut être abondante ce qui bloquera les pistes, une des principales raisons qui retarde de six mois l'occupation [onusienne] ».

Le Soudan a rejeté les propos de ben Laden disant qu'il n'abriterait pas des terroristes et qu'il n'accepterait pas l'internationalisation du conflit. Il peut quand même s'en servir dans le non-dit pour repousser la présence des NU au Darfour. Les mouvements rebelles, y compris l'islamiste Justice et Égalité, rejettent complètement ces déclarations, « *Ses paroles sont complètement déconnectées de la réalité. Le vrai problème vient de Khartoum, un gouvernement musulman qui tue d'autres musulmans* » (Sudan Tribune 23 04).

Selon des sources anonymes, al Qaida aurait des cellules au Soudan. Le représentant chinois au Conseil de Sécurité a dit curieusement de Ben Laden : « *Ce type est toujours négatif. Nous ne devrions pas être influencés par quelque commentaire qu'il puisse faire* » (Reuter 24 04). Toutefois les commentaires du chef de l'UNMIS au Soudan étaient plus mesurés : « *Nous prenons tout à fait au sérieux les menaces d'Usama ben Laden de transférer les activités de son groupe au Soudan. Ces menaces ne sont pas dirigés seulement contre les NU, elles le sont contre le gouvernement du Soudan* » dans lequel il place sa confiance [pourvu que les forces de sécurité restent aussi agressives ?]. Les plus pessimistes pensent que cet appel n'aura aucune influence tant que les forces des NU ne seront pas au Darfour.

EST

Pourparlers le 11 juin

L'ALPS se retire de l'Est selon l'accord de paix du 09 01 05, avec une aide logistique de l'armée soudanaise. Ses troupes se rendent à Malakal, Bentiu, Abyei.

A la suggestion du M/ALPS, acceptée pour une fois, le Président Béchir a finalement consenti à une médiation érythréenne pour des pourparlers avec le Front Est. Les pourparlers doivent débiter le 11 juin. (ST 02 05, Reuter 22 05). Il ne semble pas que les chefs tribaux doivent y participer malgré leur demande (ST 15 04). Par contre la Libye y sera. L'Est meurt de faim.

OPPOSITION : Foucades de Tourabi

Hassan el Tourabi, ancien idéologue du régime, fut limogé par Béchir en 2000 et fut libéré de nombreux séjours en prison et en résidence surveillée par la fin de l'État d'urgence dû à la paix du Sud. Fondateur, lors de sa disgrâce, du Congrès populaire (CP), à ne pas confondre avec le Congrès National, Tourabi a accordé à la télévision *al-Arabya* une interview qui suscite une tempête dans un verre d'eau. Il fit des confidences sur la tentative d'assassinat du Président Moubarak en 1995 en Éthiopie, où le Soudan est accusé d'avoir mis la main en formant les Égyptiens responsables et que Béchir voudrait oublier. S'il eut la prudence de blanchir Béchir, Tourabi déclara que des officiels soudanais toujours au pouvoir étaient impliqués, mais refusa de donner les noms. Tourabi a semblé dire qu'il avait été consulté. (ST 25 03). Après leur brouille, Béchir avait confié à Moubarak que c'était Tourabi le responsable.

Tourabi a ailleurs déclaré que les musulmans pouvaient diriger des prières mixtes, cela s'était fait du temps du prophète, épouser un chrétien ou un juif, l'interdiction était venue pendant des guerres saintes, et que leur parole devant les tribunaux valait celle d'un homme. La soi-disant supériorité des hommes sur les femmes vient de leur spécialisation, ce qui n'est pas une supériorité. Il engagea les femmes à jouer un plus grand rôle dans la société (ST 11 04). Il est poursuivi en justice pour apostasie (JA N° 2362). Depuis, il a affirmé qu'une femme ou un chrétien pouvait devenir Président de la République.

Maintenant il appelle au renversement du régime par un soulèvement populaire : l'accord de paix du Darfour, signé sur pressions américaines, manque de bases légitimes (ST 18 05).

Khartoum, somptuaire

A Khartoum, un Parc de la Paix ainsi qu'un centre culturel sont construits par l'Inde, pétrolier important au Soudan qui veut garder son image (PTI 30 03). Un nouveau pont est construit par les Turcs. Il reliera sur le Nil Bleu, Khartoum Nord, à Khartoum, en face de la cathédrale. On dit que le pont surplombera son clocher. Les Turcs ont construit aussi un très luxueux centre commercial et sa mosquée adjacente. La vie augmente beaucoup du fait des innombrables fonctionnaires des NU, en attente de permis pour le Darfour et en courts congés du Sud. Les loyers ont explosé. Selon des Khartoumois, c'est ce qui

fait craindre, même aux classes moyennes qui déjà ne joignent pas les deux bouts, l'arrivée de nouvelles troupes onusiennes au Darfour et non l'idée qu'elles « envahiraient » le Soudan.

Juba, misérable

Les NU ont loué le meilleur hôtel de Juba ; les autres sont, faute d'eau, d'une propreté plus que douteuse. Une ville de tentes et de préfabriqués légers s'est installée.

Enquête sur la mort de Garang Un sac de nœuds

Nous n'avons pas pu obtenir le rapport. Les heureux élus qui l'ont eu sont tous d'accord, il attribue la faute au pilote qui a volé la nuit trop bas et non au problème d'instruments que soulevait dans notre numéro précédent, le projet de rapport publié par l'*East African*.

D'après Sana Abbas du journal d'opposition khartoumois *el Ray al Aam*, il y eut désaccords entre l'enquêteur américain et l'Ouganda auquel il demanda de remettre au comité technique toutes les coupures de presse en rapport avec l'accident. Refus. Il déposa une plainte officielle auprès du Président Museveni. Sans plus de succès. Il demanda au gouvernement ougandais des réponses à 47 questions concernant, le nombre d'instruments sur l'hélicoptère, le réexamen d'une partie de l'épave, le nombre et les noms de tous les Ougandais et Russes qui s'étaient occupés de l'entretien de l'hélicoptère. Sans résultat.

On peut penser qu'il n'y avait ni transparence ni coopération dans le contrat d'entretien et qu'il n'est pas certain que l'équipe de surveillance ait vérifié le travail des Russes, ni que les ingénieurs ougandais censés le faire, en aient été capables selon Watts Roba, un journaliste de Sudan Tribune.

Autre désaccord entre le chef de l'équipe d'enquête soudanais et les Ougandais. Il parla de la disparition d'instruments vitaux de l'épave, (cela suggère des manœuvres douteuses). Il dit que l'Ouganda avait choisi de retarder le travail de l'équipe « pour des raisons inconnues ». L'Ouganda nia catégoriquement mais continua à refuser de donner les informations. Après un jour et une nuit passés à débattre de leurs différends, les équipes se sont mises d'accord pour inclure des amendements ougandais.

Watts Roba voit plusieurs points mal éclaircis. L'accident a eu lieu le 30 juillet, l'hélicoptère avait été livré le 21 après sa révision et n'avait volé que 20 heures depuis. C'était son premier vol de nuit, de plus le ciel était nuageux et l'avion survolait les Monts Imatong. Museveni a dit avoir utilisé plusieurs fois cet hélicoptère qui était bien équipé. Ce n'était pas, que l'on sache, après la révision. Selon le rapport, le pilote aurait risqué sa vie en ne se basant pas sur les indications des instruments, et ce dans des conditions difficiles. La seule explication semble être que les instruments ne fonctionnaient pas. Des experts pensent que l'hélicoptère aurait volé la nuit à l'aveugle sans même un altimètre.

La publication de ces commentaires n'a donné lieu à aucune agitation.

Nous autorisons la reproduction des articles de ce bulletin à condition d'en citer la source et de ne pas en modifier le contenu.

BULLETIN EDITE PAR LE COMITE DE VIGILANCE POUR LES DROITS DE L'HOMME ET LES LIBERTES AU SOUDAN

31, RUE FRIANT - 75014 PARIS - TEL : 01 45 40 75 76 - FAX : 01 45 43 52 78. - E-mail : vigilsd@wanadoo.fr

Dépôt légal : Juin 2006 - ISSN 1286-6121 - Directrice de la Publication : Simone DUMOULIN

Tensions tribales mais Réconciliations

Les hauts postes sont souvent tenus par les Dinka depuis les jours de Garang. Riek Machar, vice-président du Sud-Soudan, sa femme Angelina Teny, plus haut représentant sudiste au ministère du pétrole, sont Nouer comme l'ancien chef des SSDF Paolino Matiep. Ce dernier a fait engager des gens de sa famille, ce qui agace les autres Nouer et son peu de respect des droits de l'homme est inquiétant (HRW mars 2006). Sont toujours là, les vieux reproches des Dinkas sur la scission du MLPS en 1991 et ses conséquences ; les Nouer rappellent qu'ils furent les premiers à combattre l'occupant, d'abord britannique et menacent implicitement que, lors du référendum, ils pourraient préférer les arabes (l'unité) aux Dinka (la séparation). Des accusations de corruption de part et d'autre et même à l'intérieur du camp Dinka. Selon l'analyste Ochoch les difficultés avec les Nouer proviennent de l'absence totale d'autorité dans leur vie traditionnelle. Ils sont braves, indépendants n'acceptent jamais avoir eu tort et, pour eux, les non Nouer ne sont pas de vrais êtres humains. Un autre grand problème est la bagarre entre fractions de Nouer, ce qui a poussé le gouvernement du Sud-Soudan à vouloir les désarmer à leur extrême mécontentement. Matiep, ancien chef des milices SSDF rallié à l'ALPS, se rendit sur les lieux pour calmer les choses.

Sous la houlette du nouveau conseil des Églises du Soudan, une Conférence Inter Etats de Paix et de Réconciliation a réuni des participants des Equatoria Occidental et Central, du Bahr el Ghazal Occidental, de Warrap et de l'État des Lacs. Espérons qu'il tiendra. Salva Kiir est resté un mois au Sud Soudan pour apaiser les tensions. La milice progouvernementale de l'Armée de Résistance Patriotique a rejoint l'ALPS.

Retour des déplacés

L'Organisation Internationale pour les migrations a mis sur pied des centres d'information dans les camps de déplacés, (pas dans les bidonvilles, le gouvernement s'y opposant), pour répondre aux questions et enquêter sur le désir de retour. Les déplacés demandèrent quand le retour organisé commencerait, qui paiera le retour, si les mines ont été enlevées, quels services existent au Sud, sécurité sur les routes et une fois arrivés, sécurité alimentaire, aide, éducation. Sur 7000 personnes interviewées en juin 2005, représentant 45000 personnes, 80% déclarèrent vouloir rentrer, 10% n'étaient pas décidées.

Une autre enquête faite en octobre 2005 par Enfants du Monde à el Fatah 3 montrait que 2/3 des gens envisageraient de rester pour profiter des parcelles qu'on devait leur attribuer. [Les résultat de ces enquêtes dépendent souvent des idées et buts que les enquêtés prêtent aux enquêteurs plus que de la réalité de leurs vœux VS].

Certains observateurs pensent que le CN veut que des Sudistes restent pour remplir des emplois non qualifiés. Le MLPS souhaite qu'ils rentrent chez eux pour rebâtir le Sud et voter (ICCO)

« Certains responsables des NU semblent un peu puristes : tout doit être prêt avant que le premier convoi s'ébranle. [ce qui n'empêche pas les nombreux retours individuels]. D'autres agissent plus pragmatiquement dont le HCR qui réhabilite les structures sociales de base des zones d'accueil. ». Les Dinka, réfugiés au Darfour, sont rentrés au Bahr el Ghazal. Ceux réfugiés en Equatoria qui avaient traversé le Nil à Juba, sont toujours autour de cette ville, craignant des vols de bétail sur la voie du retour.

Développement

IRIN 25 05 (Traduit et résumé par VS)

Jusqu'en 1843, le blocage du Bahr el Gebel et du Bahr el Ghazal par des papyrus, des nénuphars et des herbes de toutes sortes, empêcha le voyage au Sud Soudan. Avec la guerre cet état de choses revint. Les rivières viennent d'être débloquées, en zone pétrolière, de Rubkona à Bentiu, ce qui les ouvre à nouveau aux bateaux. Durant la guerre les civils furent brutalement chassés de leurs zones campagnardes pour l'exploitation pétrolière. Les villes se transformèrent en larges camps de personnes déplacées, à la merci des forces armées, dans un environnement malsain et sans sécurité. Après la paix, les deux principales milices progouvernementales continuèrent à harceler et taxer la population. « Elles étaient le pouvoir et la police ». Depuis qu'elles ont rejoint le MLPS une certaine stabilité est revenue, non sans tensions. Des maisons appartenant à des miliciens ayant préféré rejoindre l'armée soudanaise, furent brûlées. Les mouvements de pasteurs arabes conduisent à un accroissement d'enlèvements de femmes et d'enfants et au vol de bétail. Mais les routes sont réhabilitées et le commerce reprend, quoique les commerçants se plaignent de barrages tenus par des hommes armés non identifiés. Les femmes sont de nouveau vêtues en robes africaines.

White Nile et Jarch Capital volent une concession pétrolière à Total (suite)

Total a obtenu, lors d'une pré procédure au Royaume-Uni, le droit d'obliger la société britannique White Nile à présenter ses documents montrant, quand les directeurs de White Nile ont pris contact avec le gouvernement du Sud Soudan pour négocier la concession, avec qui les directeurs ont eu des contacts, quels étaient les buts et la nature des discussions et propositions, et si les directeurs connaissaient l'existence des droits antérieurs de Total (ST 22 05). De son côté Jarch Capital affirme disposer d'un permis pétrolier antérieur à celui du White Nile.

L'Armée de Résistance du Seigneur (ARS)

Refugees International se battait pour que le Conseil de Sécurité des Nations Unies étende le mandat de ses forces au Sud-Soudan au désarmement des combattants de l'ARS, très affaibli, qu'elles coopèrent avec la Commission d'Amnistie ougandaise à leur rapatriement en Ouganda, exécutent les mandats d'arrêt émis par la cour Pénale Internationale (CPI) contre cinq chefs de l'ARS et protègent contre l'ARS les citoyens du Sud-Soudan (Xinhua 18 05).

Sur ce, le premier vice-Président du Sud Soudan, Riak Machar, a remis à Kony, chef de l'ARS, 20000 \$ « pour acheter de la nourriture, mais ni des armes ni des munitions ». Les buts étant de mettre de l'huile dans les rouages et que l'ARS s'arrête de tuer et piller et accepte la conclusion de pourparlers avec l'Ouganda. C'était dans la campagne, près de la frontière du Congo. Un DVD fut filmé et remis par Salva Kiir au Président ougandais, furieux du don. La CPI l'est des pourparlers (Monitor 23 05) qui auront lieu à Juba sous la houlette du MLPS. L'Ouganda devrait assurer la sécurité de Kony s'il abandonne les armes avant fin juillet. Riak et Kony se connaissent bien ; ils ont tous deux combattu l'ALPS dans les années 90 (New vision ST 01 06). Le LRA commence à se regrouper sur la frontière Congo Soudan où le gouvernement du Sud-Soudan leur a installé un marché (ST 03 06).

Impact dans le Bassin de Melut

Les sources de cette investigation préliminaire sont les récits des habitants corroborés par des photos satellites et, parfois, différents rapports officiels. Depuis le début de la guerre en 1983, il n'y eut aucune présence internationale constante. Le comté de Melut, à l'Est du Nil Blanc et au Nord de la Sobat, abrite pendant la saison des pluies les marécages Machar couverts par la concession pétrolière de Petrodar. Au début de la saison sèche des rivières temporaires y coulent d'Est en Ouest vers le Nil. La région est riche en pétrole, mais ses habitants sont extrêmement pauvres. ECOS avait publié un rapport en mai 2002 montrant que le développement pétrolier dans le Haut Nil Ouest s'était accompagné de meurtres, déplacements forcés, pillages, villages brûlés. Il en est de même ici.

HISTORIQUE

Pendant la guerre

Après Chevron et Gulf Petroleum, en 2000 les blocks 3 et 7 du bassin de Melut furent attribués finalement à Petrodar, (le chinois CNPC 41%, le malaisien Petronas 40%, le soudanais Sudapet 8%, le chinois Sinopec 6%, et al Thani Corporation des Émirats Arabes Unis 5%). En 2003 Petrodar découvrit des réserves prouvées de plus de 3 milliards de barils, et en 2004, de 1,06 milliards de barils. Une infrastructure impressionnante fut construite avec un important terrain d'atterrissage, des centaines de kilomètres de routes surélevées et un oléoduc.

Les exactions commencèrent dès après le départ de Chevron en 1991. Bien qu'il n'y ait pas eu de menace directe de l'ALPS, destructions de villages, sans avertissement, par l'armée soudanaise, et des milices Dinka ou Nouer soutenues parfois par des hélicoptères et des bombardiers de l'armée. Près de la moitié de la population mourut de maladie, de faim et de coups de feu. Des jeunes filles furent prises comme concubines pour l'armée, des vaches volées. L'armée menaça finalement de mort toute personne trouvée dans la région où travaillaient les Chinois. Quatre mille villageois allèrent donc près de Paloic. Après le cessez-le feu de juillet 2003, pour chasser les gens on utilisa les menaces, l'emprisonnement et la torture. Ceux qui restèrent virent leurs villages attaqués et brûlés. **Le total des villages détruits s'élève à 168.** En juin 2004, le gouvernement viola l'accord de cessez-le-feu en augmentant ses troupes de 700 hommes.

Depuis l'accord de paix le 09 01 05

Contrairement à cet accord, dès fin janvier la milice Deng Guer engagea 400 hommes supplémentaires ; elle attaqua et brûla des habitations. Le gouvernement voulut vider Paloic de ses quelque 4 à 5000 déplacés et exigea qu'ils soient emmenés à Bény, rebaptisé Nouveau Paloic, un lieu marécageux. Les chefs demandèrent des matériaux de construction ou une compensation. Ils furent arrêtés et battus. En février 2005, des milices gouvernementales attaquèrent deux positions ALPS et brûlèrent des villages. L'armée établit au moins 9 garnisons le long de la Sobat etc.

Au cours de l'année 2005, l'implantation graduelle d'autorités politiques venues du MLPS, poussa des miliciens à disparaître. La situation de la population Dinka s'améliora beaucoup mais le rapport entre forces gouvernementales et ALPS dans les champs pétrolifères est toujours très largement en faveur du gouvernement. Les nombreux points de l'accord de paix sur les champs pétrolifères sont restés lettre morte.

SIX PROBLEMES MAJEURS

1- Destructures et déplacements

Le sol est fait de terre de coton noire et argileuse, marécageuse à la saison des pluies sur lequel il est très difficile de bâtir. Les Dinka bâtissaient sur des zones surélevées sablonneuses. Pour faire des économies, Petrodar a utilisé ces sables pour la construction des routes et de leurs installations. Le long des routes pétrolières, on voit d'énormes trous là où étaient les villages. Les Dinka y enterraient leurs morts. Les restes de leurs ancêtres ont disparu dans les routes. C'est une violation majeure de la dignité et des croyances Dinka. Ceux qui ont essayé de retourner n'ont rien trouvé.

Bény ou Nouveau Paloic où 4 à 5000 personnes furent relogées en 2005 est une terre facilement inondable, sans eau en saison sèche, sans arbres pour construire des maisons. Il a une mosquée et une école coranique mais les déplacés sont chrétiens ou animistes.

2- Le développement pétrolier a laissé les habitants dans une pauvreté abjecte.

Contrastant avec les cris de triomphe de Petrodar, le niveau de vie des habitants est catastrophique. Les niveaux de malnutrition sont plus élevés que ceux d'urgence définis par l'OMS. Les pétroliers ont électricité et soins de santé. Les habitants n'ont ni l'un ni l'autre, ni aucun service de base. Les pétroliers donnent parfois de l'eau potable mais la coupent au moindre problème. ECOS les a vu jeter de l'eau dans d'anciens barils de pétrole où les habitants venaient la puiser. Il n'y a pas de trou d'eau. L'absence d'eau potable cause maintes maladies. Avant l'arrivée de Petrodar, Paloic avait une clinique tenue par des étrangers. Elle est réservée aux pétroliers. Après la paix, les habitants ont dû aller dans les zones ALPS où l'on mourait de faim pour trouver des médicaments. Il n'y a qu'une petite école islamique à Paloic alors que ses élèves ne sont pas musulmans. Les miliciens gouvernementaux ne sont pas mieux traités. Ils doivent acheter leurs médicaments même quand ils ont été blessés en action.

Il existe une forte discrimination à l'emploi. La plupart des employés des pétroliers viennent du Nord. On n'emploie jamais de Sudistes éduqués. Quand on emploie des Sudistes, ils sont au niveau le plus bas et on ne leur donne jamais de formation. Récemment on avait promis à un certain nombre d'entre eux d'être engagés. Vinrent des bus amenant des gens du Nord et il n'en fut plus question. Etc.

3- L'exploitation pétrolière actuelle est dangereuse pour l'environnement

Les marécages Machar sont l'un des plus importants du monde. Le Nil est la seule source d'eau pour l'Égypte : des déversements massifs à la suite d'éruption de pétrole pourrait rendre ses eaux impropres à la consommation et à l'irrigation de Melut jusqu'à la Méditerranée. Environ 150 lois et règlements gouvernent les problèmes environnementaux au Soudan. Les organismes gouvernementaux n'ont pas la volonté et/ou pas la capacité de les appliquer. Éliminer les risques environnementaux dans des marais exige une technologie sophistiquée. Petrodar choisit le meilleur marché.

Les photos satellites corroborent les témoignages. Les routes surélevées et les oléoducs agissent comme des barrages en empêchant l'écoulement naturel de l'eau, avec ici, inondations, là, sécheresse. Les conséquences sont des destructions de maison, le manque de nourriture. Les routes ont des passages pour l'eau beaucoup trop petits, facilement bloqués par quelques débris. Bien que n'ayant pas été construites dans ce but, les routes apportent quelques bénéfices à la région. Mais il n'y en a pas vers la capitale fédérée, Malakal.

Le pétrole est pompé avec de l'eau. Ils devraient être séparés. La

technique fort économique de Petrodar consiste à jeter les eaux, toujours mêlées de pétrole dans les eaux de surface, au grand dam des pasteurs agriculteurs.

4- Compensation et Développement communautaire

Les sociétés pétrolières sont tenues par contrat selon l'usage, à utiliser des sommes d'argent spécifiées au développement communautaire. Petrodar l'a fait au quartier général de la milice de Chayout Nydang, les forces responsables de la destruction de la région, selon l'Équipe de Protection des Civils dirigée par un Américain. Petrodar a aussi construit à Nouveau Paloic une mosquée – les gens de la région ne sont pas musulmans, un poste de police tenu par des nordistes bien que Paloic soit au Sud, une école et une clinique. Il a aussi déposé des roseaux pour que les habitants construisent leurs maisons. Mais personne n'est venu s'y installer, le lieu est inondé en saison des pluies. C'est le ministère du Pétrole, en consultation avec les renseignements militaires locaux qui disent que faire et où en matière de développement communautaire.

ECOS n'a rencontré personne ayant reçu une quelconque compensation. Le nouveau commissaire du comté de Maban a demandé aux sociétés pétrolières de voir leurs contrats de compensation. Ils n'ont pu en produire. Affaire à suivre. Ce commissaire a ordonné aux pétroliers de payer leur gravier et leur bois. Sera-t-il soutenu par le ministère du pétrole, seul responsable ?

5- Établissement de non sudistes dans la région

Les communautés de pasteurs transhumants ou nomades, du Nord et du Sud, se sont toujours mêlées au Nord du Sud. Maintenant des gens du Nord s'établissent de manière permanente, surtout des Fellata qui arrivent, armés, avec leurs troupeaux. Un bureau pour leur établissement aurait été installé à Renk, sans lien avec les autorités du Sud. On peut les voir tout le long de la route. Les Sudistes craignent qu'ils ne viennent pour modifier l'équilibre des populations et l'issue du référendum d'autodétermination.

6- La Sécurité est toujours entre les mains de Khartoum

Elle prend ses ordres de Khartoum et non du Sud contrairement à l'accord de paix. A Melut les troupes gouvernementales campent toujours dans une église. Les armes lourdes sont prêtes à tirer et non couvertes comme dans le reste du Sud. Les forces gouvernementales restreignent automatiquement la libre circulation des personnes et des biens. L'essentiel des milices pro gouvernementales sudistes ont rejoint l'ALPS, mais les milices du Nord sont toujours là et semblent même s'accroître. Dans la concession, nombreux sont les civils à avoir demandé des armes à l'ALPS afin de pouvoir rentrer chez eux.

Conclusion

Plus d'un an après la signature de l'accord de paix, le gouvernement du Sud-Soudan n'a pas encore publié sa politique pour les industries pétrolières. Il est divisé sur la légalité des contrats signés avec White Nile et autres. Si les survivants rentrent chez eux ils trouvent une terre dévastée. Ils perdent patience. Ici ou là ils ont tué un chef d'équipe chinois ou chassé une milice. Le Commissaire de Maban craint que les forces de sécurité et les sociétés pétrolières ne conspirent pour créer des tensions entre les tribus.

Nous ignorons le contenu des contrats pétroliers qui est tenu secret. Même s'ils n'obligent pas les sociétés à respecter le droit des gens et l'environnement, elles ont tout intérêt à le faire pour pouvoir continuer leurs opérations.

Politique Intérieure

APPLICATION DE LA PAIX DU SUD

« À moins que nous ne progressions sur ces points, je ne vois pas comment le reste de l'accord de paix survivra » Salva Kiir

Après cet avertissement, lors de la rencontre des bureaux exécutifs du Congrès National (Bécher) et du MLPS, Salva Kiir énuméra les plus importants « problèmes brûlants » dans la (non) application de la paix. Ce sont, le délai pour l'adoption des frontières d'Abyei, la lenteur du retrait de l'armée soudanaise du Sud, et du Kordofan (i.e. Abyei et les Monts Noubas), le délai pour démarquer les frontières Nord-Sud de 1956, l'(in)exactitude des comptes pétroliers, la présence de milices « soudanaises » au Sud et au Kordofan et de rebelles ougandais en Equatoria que le peuple du Sud attribue à l'armée soudanaise, des lois en contradiction avec la Constitution, des délais dans la restructuration du service civil soudanais, des interventions de ministres et officiels du gouvernement central qui établissent des contacts directs (donnent des ordres) avec les gouvernements des États du Sud sans passer par le gouvernement du Sud Soudan. Il demande enfin une harmonisation de la politique étrangère, qui ne doit pas être partisane- coup de patte au décevant ministre MLPS des Affaires Étrangères. Il ne fit qu'une allusion lointaine au statut, laïc ou non, de Khartoum.

Le seul résultat fut que l'on décida de rencontrer les autres forces politiques, de former des « institutions de partenariat » et de se voir à nouveau.

Droits de l'homme

- Le CN avait, lors de la paix, promis de revoir les règles des forces de sécurité. Elles continuent de jouer leur rôle principal en empêchant l'opposition au Congrès National de se développer. Elles attaquent et dispersent manifestations et réunions politiques, elles arrêtent les suspects d'opposition, elles conduisent des fouilles et saisissent les biens d'opposants. Les partis politiques seraient capables de beaucoup s'ils n'étaient terrorisés par la crainte de la torture. Les renseignements militaires ont aussi supprimé des droits civils et politiques (HRW).

- Alors que les lourds impôts sont scrupuleusement levés sur les industriels et commerçants appartenant aux partis d'opposition, ils ne le sont quasiment pas sur les membres du Congrès National de Bécher (Anonymes).

- **La Commission d'Aide Humanitaire (HAC) surveille toutes les activités des ONG nationales et étrangères. Pour être employé par ces dernières, c'est au HAC qu'il faut s'adresser. Un membre du HAC assiste à l'entretien d'embauche avec les ONG. Il semble certain que le HAC rende compte directement aux services de sécurité. Le MLPS n'est pas encore arrivé à faire changer les choses. Depuis les années 90, le HAC oblige les ONG étrangères à se jumeler avec des ONG locales. Au début il s'agissait de**

(suite page 8)

PETROLE ET ECONOMIE

Béchar envisage la création d'un programme nucléaire pour l'électricité car les ressources en énergie ne couvriront pas les besoins d'électricité dans les 25 prochaines années (AP 27 03).

L'OPEC a invité le Soudan à devenir un de ses membres (SR 04 06).

Le Soudan a découvert des cas de grippe aviaire dans les gouvernorats de la Gézira et de Khartoum ('Xinhua 18 04).

Un nouvel oléoduc a été inauguré de Melut à Port-Soudan. Il a été construit par Petrodar, un partenariat entre le chinois CNPC, le malaisien Petronas ; le chinois Sinopec le soudanais Sudapet et el Thani, basé à Dubaï. Ses travaux ont connu beaucoup de retard à cause de mauvaises fondations. Selon le ministère du pétrole, l'oléoduc permettra à la production d'atteindre 500 000b/j. (Reuter 05 04/ 10 04). La Kenya Pipeline Corporation a proposé de construire conjointement avec le gouvernement du Sud Soudan un oléoduc se rendant au port de Lamu. (East African 05 04).

Khartoum s'assurait les services de Cabelly, un lobbyiste, auprès du Département d'État, qui autorisait cette exception à l'interdiction faite aux Américains de contracter avec le Soudan. Cabelly a démissionné à cause de pressions de sociétés de droits de l'homme (ST 08 02).

L'Afrique admire la Chine mais s'en fatigue. La croissance de l'économie chinoise contraste avec la situation en Afrique. Fin 2003, seuls 940 médecins chinois travaillaient en Afrique, à la moitié des années 70 ils étaient 15000. Dans les 10 premiers mois de 2005, le commerce entre la Chine et l'Afrique s'est élevé de 39%. C'est surtout dû au pétrole soudanais. L'Afrique ne peut être en compétition avec l'industrie textile chinoise. De nombreuses industries

S O M M A I R E

Le Conseil de Sécurité à Khartoum, Paix contestée au Darfour <i>Bételgeuse</i>	p. 1
Darfour	
Accord de Paix (Résumé)	p. 2
Historique	p. 2
Cinq handicaps de l'aide <i>Figaro</i>	p. 3
Tchad : <i>Point de vue d'ICG</i>	p. 3
Terrorisme : Usama ben Laden...	p. 3
Sud-Soudan	
Tensions tribales, mais réconciliations	p. 5
Retour des déplacés	p. 5
Développement <i>IRIN</i>	p. 5
Vol à Total...	p. 5
L'Armée de Résistance du Seigneur	p. 5
Développement pétrolier au Haut Nil :	p. 6
Six problèmes majeurs. <i>ECOS</i>	p. 6
Est : Pourparlers : le 11 juin	p. 4
Politique Intérieure : Application de la paix...	p. 7
La mort de Garang : Un sac de nœuds	p. 4
Opposition : Foucades de Tourabi	p. 4
Khartoum Somptuaire, Juba misérable	p. 4
Droits de l'Homme	p. 7
Pétrole et Économie	p. 8

de vêtements ont dû fermer en Afrique du Sud. Au Mozambique, les Chinois exploitent des forêts mais ne les réhabilitent pas. Ont-ils les permis ? La société civile les accuse de ne pas se soucier du bien-être de leurs travailleurs, d'exploiter les ressources africaines et de disparaître (Moyiaga Nduru IPS 31 03).

Droits de l'homme (suite)

les obliger à travailler avec des ONG islamistes bien connues. Récemment le HAC a suscité un grand nombre d'ONG. En 2005 la Commission Nationale pour combattre la désertification était composée d'une douzaine d'ONG. Le représentant du HAC venu assister à la réunion amena une quinzaine de nouvelles ONG qui saisirent les rênes de l'assemblée. La Commission ne fonctionne plus.

Pendant le sommet de l'Union Africaine, des organisations de la société civile voulurent réunir un forum pour faire pression durant le sommet. Avant qu'elles entrent, le hall était rempli de centaines de membres d'organisations progouvernementales nouvellement établies. Le résultat fut un échec total.

Les déplacés près de Khartoum sont souvent organisés selon des lignes tribales et langagières. Ils sont représentés par leurs chefs. Le gouvernement cherche à les corrompre afin qu'ils persuadent leurs communautés d'obéir aux décisions gouvernementales. Quand il n'y arrive pas, il nomme d'autres chefs dits « politiques ». Les forces de sécurité ont beaucoup d'informateurs à l'intérieur des camps. Il y a aussi des « comités populaires » que les gens pensent être des représentants du Congrès National. Parfois des membres

de la communauté forment des CBO, organisations basées sur la communauté, dont le Congrès National se méfie beaucoup. Ils doivent s'enregistrer auprès du HAC dont un membre assiste aux réunions (ICCO).

- On se souvient des malheurs des réfugiés sud-soudanais au Caire. Nombreux parmi eux ont fui en Israël. Ils ne peuvent y obtenir l'asile car leur pays, membre de la Ligue Arabe, y est considéré comme un État ennemi. Deux cents vingt d'entre eux y sont donc en prison. Une centaine d'autres n'auraient pas été trouvés. (ST AP 03 06).

- Quatorze mille cas de choléra ont été détectés au Sud Soudan, causant 424 morts. L'OMS craint que l'épidémie ne se répande dans d'autres pays.

- Le gouvernement soudanais avait annoncé à grand renfort de publicité, donner 20 000 tonnes de sorgho au Darfour. Le PAM les teste pour savoir si elles sont propres à la consommation humaine, elles sont pleines d'insectes (Reuter 07 06) 3153